



> chronique Alexandre Adler

## Les Grands Lacs et la France

Il y a encore quelques mois, il pouvait sembler que les Tutsi des Grands Lacs, alliés fondamentaux du président ougandais, Yoweri Museveni, allaient dominer par la force de leurs armes et de leur diplomatie un gigantesque empire bantou englobant tout le bassin du Congo et les hauts plateaux d'Afrique orientale, des sources du Nil jusqu'à l'Atlantique. Afrique du Sud et Etats-Unis semblaient parrainer l'opération, dans une réconciliation étonnante du communisme africain et du capitalisme minier le plus traditionnel. Même les terribles massacres de représailles commis contre les Hutu du Rwanda réfugiés au Congo ne semblaient pas devoir entacher gravement l'emprise des guerriers tutsi sur le nouveau régime de Kabila à Kinshasa.

Il est vrai par ailleurs que ces massacres faisaient suite à l'abominable tuerie des civils tutsi au Rwanda par les restes de l'armée hutu du président Habyarimana en 1994. Le nouveau régime rwandais de Paul Kagame, ancien chef de la sécurité militaire du président ougandais, pense encore s'en tirer en développant une campagne de contre-propagande mettant en cause la responsabilité indirecte de la France dans ces massacres.

Mais en réalité, derrière cette façade, les craquements se font terriblement sentir. Au Rwanda, comme au Burundi voisin, les Tutsi prétendent en effet, avec moins de 20 % de la population, dominer 80 % des Hutu. Dans la province congolaise voisine du Kivu, ils exercent, au nom de Kabila, une autorité de fait qui est massivement rejetée par la population. Les attaques de plus en plus audacieuses de groupes armés hutu au Rwanda, au Burundi, parfois mixtes dans l'ouest de l'Ouganda (le Front de libération du Nil occidental), ainsi qu'au Kivu (l'insurrection des Mai-Mai), font peser une redoutable pression sur les deux régimes tutsi, et sur leur pro-

tecteur ultime, le président ougandais Museveni (lui-même marié à une princesse tutsi).

Plus grave encore, les militaires du Burundi, actuellement au pouvoir, qui pratiquent ouvertement une politique d'apartheid ethnique, se sont aliéné définitivement la bienveillance du sage de la région, l'ancien président tanzanien Julius Nyerere, lequel a toujours recherché, autrefois avec la France (l'accord d'Arusha, violé par Museveni et Kagame en 1994), les voies d'un compromis ethnique à dominante démocratique dans les deux pays, c'est-à-dire l'avènement de gouvernements à majorité hutu. Museveni, qui ne peut se permettre de défier en face le Mwalimu (Grand Instituteur) tanzanien, a donc fait mine, avec ses amis du Rwanda, d'abandonner à son sort le major Buyoya du Burundi, coupable de racisme explicite et qui a déjà subi, il y a quelques semaines, des tirs de semonce de l'artillerie tanzanienne. Mais tout le monde sait que la politique de réconciliation ethnique au Rwanda est largement affaire de propagande.

Enfin, à Kinshasa même, Kabila commence à se demander si l'heure ne serait pas venue de lâcher ses encombrants protecteurs tutsi. Il y a une solution de rattrapage toute trouvée : renouer avec la France, qui appuie la nouvelle alliance dans l'Atlantique Sud du Congo-Brazzaville de Sassou Nguesso et du Gabon avec le nouveau protégé d'Elf-Erap que devient insensiblement l'Angola postcommuniste d'Edouardo Dos Santos.

Avant que de nouveaux et sanglants bouleversements interviennent, ne serait-il pas temps pour Museveni de négocier enfin sérieusement une réconciliation véritable avec son opposition armée dans son pays, et une meilleure entente avec la France et la Tanzanie, qui, en 1994, avaient pourtant ensemble tracé la voie d'une solution qui eût été bien moins coûteuse ? ●